Proposition des ONG françaises

G8 de Muskoka et G20 de Toronto

25 au 27 juin 2010

En 2010 le monde vit encore une tourmente financière qui fait suite à la crise de 2008, obligeant à des mesures d'austérité que les populations devront continuer à payer. Or 65 millions de personnes de plus ont déjà basculé dans la pauvreté suite à la crise de 2009. La revue à deux tiers parcours des OMD prévue par l'Assemblée générale des Nations unies montrera que le constat est alarmant sur le retard pris : 72 millions de jeunes sont sans accès à toute forme d'éducation ; il y a eu encore neuf millions de décès chez les enfants de moins de cinq ans en 2007 ; plus de 350 000 femmes décèdent en raison de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement chaque année ; un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde en 2010 ; les inégalités femmes-hommes en droits persistent. Face à ces défis, il ne tient qu'à la volonté politique de la France et des autres pays du G8 et du G20 de porter les réponses existantes.

- **Concrétiser les promesses en matière de financement**

Il s'agit de faire suite aux engagements concernant l'aide publique au développement (APD) et l'accès universel aux services de traitement et prévention du Sida (G8 de Gleneagles en 2005), l'Afrique (25 milliards dollars par an promis à Heiligendam en 2007), la sécurité alimentaire (20 milliards de dollars promis à L'Aquila en 2009), et le climat (30 milliards de dollars promis au G20 de Pittsburgh en 2009). Il est impératif d'avancer sur les moyens nécessaires, notamment *via* les financements innovants en mettant en place des taxes sur les transactions financières.

- **Poursuivre l'effort de transparence et de redevabilité**

En termes de transparence, les rapports des experts montrent la difficulté de la traçabilité des fonds, liée aux différences de monnaies, de calendriers d'engagements et de réels déboursements. L'obstacle n'est pas insurmontable si une méthodologie consistante est adoptée et si le groupe d'experts travaille en amont des sommets.

En termes de redevabilité, le rôle des parlements des pays des G8-G20 est essentiel. Coordination SUD attend des pays des G8-G20, et de la France en particulier, qu'ils rendent compte à la représentation nationale et que le suivi des engagements pris lors des sommets des G8 et G20 fasse l'objet de débats annuels au Parlement.

- **Améliorer l'efficacité de l'aide et accorder des priorités à certains volets de base**

Il peut s'agit d'accorder la priorité au soutien à l'agriculture paysanne ou au renforcement des personnels de santé et d'éducation par exemple, au plus près des populations.

L'amélioration de l'efficacité de l'aide passe par la construction de partenariats respectueux des processus et de la vie démocratiques de chaque pays, la mise en place d'une palette d'instruments financiers et de modalités de mise en œuvre de l'aide, le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs, et la mise en cohérence l'ensemble des politiques (coopération, politique étrangère, commerciale, etc.) afin qu'elles ne contredisent pas les stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités définies par chaque pays.

La France a à cœur l'évolution de la gouvernance mondiale. À ce sujet, les ONG interrogent la légitimité de ces sommets G8 et G20 constitués de façon ad hoc et autoproclamés. Si la mise en place du G20 a permis un élargissement vers les pays émergents, cette réforme n'est pas suffisante pour atteindre une gouvernance mondiale juste et équitable.

Contact presse : Marie Bessières, bessieres@coordinationsud.org, +33 6 61 18 24 35

1. Financement du développement : taxes sur les transactions financières

La crise financière déclenchée en 2008 rappelle l'urgence d'instaurer des mécanismes de régulation des marchés et de lever de nouveaux financements innovants pour faire face aux enjeux mondiaux de stabilité financière, de développement et d' environnement.

Les ONG françaises demandent à la France et aux États du G20 de Toronto de :

- Mettre en place une taxe sur les transactions financières. À minima la France doit convaincre ses voisins (Eurogroupe) d'instaurer une taxe sur les transactions de change.
- Utiliser les revenus levés par cette nouvelle forme de fiscalité internationale pour répondre à des besoins internationaux concernant les OMD, le développement et le climat.
- Demander un plan de travail au FMI afin d'étudier toutes les possibilités de taxation du secteur financier et des transactions financières, notamment celles à effet régulateur.
- Mettre en place ou renouveler l'impôt sur les profits et rémunérations des traders et des banques. En France, prolonger la taxe sur les bonus des traders après 2009.

2. Santé mondiale : améliorer la santé maternelle et infantile

Les OMD relatifs à la santé de la mère et de l'enfant accusent le plus grand retard. Malgré une diminution des taux de mortalité maternelle et infantile, les progrès sont encore trop lents.

Coordination SUD demande à la France et aux États du G8 de Muskoka de :

- Référer explicitement au Consensus global sur la santé materno-infantile approuvé à L'Aquila en 2009, et proposer un plan d'action intégrant les soins obstétricaux d'urgence.
- Réintégrer l'avortement légal dans le plan d'action du G8, l'absence de référence aux services d'avortement légal et sécurisé marquerait un recul très regrettable vis-à-vis des engagements et constituerait une faille importante dans la lutte contre la mortalité maternelle.
- Investir massivement dans les ressources humaines en santé. Plus de quatre millions de professionnels de santé supplémentaires seraient nécessaires dans les pays en développement. Comme préconisé par l'OMS, Coordination SUD demande que les pays du G8 s'engagent à consacrer au moins 25% de leur APD santé au renforcement des ressources humaines.
- Soutenir l'accès gratuit aux soins de santé primaires pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans.
- Mobiliser des engagements financiers à la hauteur de l'enjeu, soit 30 milliards de dollars supplémentaires entre 2009 et 2015 pour des interventions ciblées (consensus global), et 20 milliards de dollars par an pour le renforcement des systèmes de santé (Secrétariat général des Nations unies). Coordination SUD demande que les pays du G8 s'engagent collectivement à accorder 10 milliards de dollars supplémentaires au secteur de la santé.

3. Agriculture : améliorer la sécurité alimentaire mondiale

Pour diviser par deux le nombre de personnes touchées par la faim, un soutien coordonné et approprié aux programmes agricoles, de sécurité alimentaire et de nutrition, que les membres du G8 se sont engagés à financer, est vital. Coordination SUD demande :

- **Des améliorations sur les engagements du G8 à L'Aquila en 2009** (22 milliards de dollars sur trois ans). Coordination SUD demande à la France d'honorer ses engagements politiques d'ici à 2011, ces financements devant être comptabilisables en APD et alloués autant que possible sous forme de dons ; et de s'assurer que ses engagements s'orientent vers le développement d'une agriculture durable sur les plans sociaux et environnementaux (Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale).
- **La mise en œuvre des « principes de Rome »** (Sommet mondial de l'alimentation, 2009). Coordination SUD demande à la France de poursuivre ses efforts sur l'appui à l'élaboration des plans agricoles et alimentaires nationaux en cours dans de nombreux pays en développement, sur la coordination et l'intégration dans les plans et programmes nationaux des futures interventions de la France sur le terrain, et d'insister auprès des pays membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale pour qu'il joue un rôle de coordination financière au niveau global, et pour la création d'un mécanisme spécifique à cet effet.

Ce texte a été rédigé par les commissions de Coordination SUD suivantes : APD et financements innovants (Rédacteurs principaux : CCFD-Terre solidaire, Oxfam France), Santé et développement (rédacteurs principaux : Médecins du Monde, Oxfam France, Équilibres et populations, Action for Global Health et Planning familial), Agriculture et alimentation (Rédacteurs principaux : Oxfam France, CCFD-Terre solidaire).